

Algues vertes : la Région « poursuit la bataille »

Hier, les élus régionaux ont approuvé le troisième plan de lutte contre les algues vertes.

Certains ont cependant émis de sérieux doutes sur les moyens accordés et la stratégie suivie.

La Région Bretagne le co-pilote avec l'État. Hier, réunis en session plénière, les élus régionaux ont approuvé le troisième plan de lutte contre les algues vertes (Plav 3). Celui-ci prolonge sur la période 2022-2027 les actions entreprises depuis 2010 dans huit baies bretonnes pour venir à bout de ce fléau qui porte gravement atteinte à l'environnement et aux paysages.

« La lutte contre les algues vertes, c'est une affaire de temps long », a rappelé Arnaud Lécuyer, le vice-président du conseil régional en charge de l'agriculture, lors du débat. Comme les précédents, le nouveau plan vise avant tout à limiter les quantités de nitrates d'origine agricole dans l'eau.

Il repose sur des aides aux agriculteurs pour qu'ils améliorent leurs pratiques et leurs systèmes. « Nous avons obtenu des résultats. La baisse moyenne des concentrations de nitrates est de plus de 30 mg/l dans les cours d'eau bretons », souligne Arnaud Lécuyer.

Le souhait d'une agriculture moins intensive

Pour autant, les algues vertes sont toujours là. « Les résultats vont dans le bon sens mais ne sont pas suffisants », admet Arnaud Lécuyer. La Région Bretagne a cependant hésité à s'engager à nouveau aux côtés de l'État. « Nous l'aurions souhaité plus audacieux en nous confiant la gestion des aides du deuxième pilier de la Politique agricole commune », indique Arnaud Lécuyer.

La Région assumera tout de même sa part de responsabilité. Elle mettra 8,15 millions d'euros sur cinq ans dans la lutte contre les algues vertes. « Nous décidons de poursuivre la bataille », résume Arnaud Lécuyer.

Ce plan va-t-il assez loin ? La stratégie



Un ramassage d'algues vertes sur une plage à Hillion, en baie de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), en décembre 2020.

(PHOTO : OUEST-FRANCE)

est-elle la bonne ? Certains élus régionaux en doutent. « Avec les plans algues vertes, on demande aux agriculteurs de changer de métier », affirme Florent de Kersauson, au nom du Rassemblement national. Il critique aussi le montant de l'enveloppe financière. Il émet le souhait d'un « plan massif » chiffré à 50 millions d'euros par an. Cinq fois plus qu'annoncé par l'État !

Pour leur part, les régionalistes de Breizh a-Gleiz critiquent la vision du développement agricole véhiculée par le plan algues vertes. Ils auraient souhaité une orientation franche vers une agriculture moins intensive, plus

autonome, moins dépendante du soja brésilien. « Cela aura dû être au cœur de ce plan, estime Valérie Tabart. L'État ne prend pas ses responsabilités. »

Même son de cloche du côté des écologistes. Goulven Oillic plaide pour une « réduction du cheptel », « Moins d'animaux, cela ne veut pas dire moins de fermes », affirme-t-il.

Stéphane de Sallier Dupin, au nom du groupe de la droite et du centre, commence par s'en prendre au financement que la Région pourrait accorder au film *Algues vertes, l'enquête interdite*. Il émet également des doutes. Notamment, il critique l'idée de

mettre les outils de gestion publique du foncier agricole au service de la lutte contre les algues vertes. « Nous pensons que ce n'est pas le rôle de la Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) de s'introduire dans cette politique. Elle a déjà suffisamment à faire. »

« Respect des agriculteurs »

D'autres élus régionaux manifestent moins de réserves. Membre du groupe majoritaire social démocrate, et par ailleurs éleveuse de bovins, Adeline Yon-Berthelot salue une « action à long terme ». Le macroniste Olivier Allain, lui aussi agriculteur, se refuse à faire le « procès de l'élevage intensif ». Il remarque que, du côté de Lannion, « il y a peu d'élevages et beaucoup d'algues vertes ». Il souligne que la question de la ressource en eau est fondamentale dans une région qui comptera bientôt 4 millions d'habitants.

Au final, les groupes Rassemblement national, Breizh a-Gleiz et Écologistes de Bretagne votent contre ce troisième plan de lutte contre les algues vertes. Le groupe majoritaire social-démocrate et les macronistes votent pour. Quant au groupe de la droite et du centre, il choisit de s'abstenir.

En conclusion, Loïc Chesnais-Girard, le président du conseil régional, trace quelques perspectives d'avenir. Il affirme que le plan algues vertes n'est en rien dirigé contre l'agriculture bretonne. « Le respect des agriculteurs, c'est bien d'agir. » Mais il souligne de nécessaires adaptations. « Nous avons à repenser le modèle agricole breton. Le sujet de la Bretagne, ce n'est pas de produire le plus possible, c'est fini, mais de produire mieux. »

Olivier MÉLENNEC.